

Département
SAONE ET LOIRE
Canton
SAINT REMY
Commune
SAINT-REMY

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 061 / 26

ARRETE DU MAIRE

Objet : Délégation de signature à Amandine DURIAU, Responsable événementiel

Le Maire,

Vu les articles L.2122-19 et R.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confèrent au Maire le pouvoir de donner sous sa responsabilité et sa surveillance, sa signature aux responsables de services communaux,

Vu l'élection du Maire en date du 20 mars 2026,

Vu l'organisation des services municipaux,

Vu l'arrêté n°59/22 du 11 avril 2022,

Considérant que, pour la bonne marche des services municipaux et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais.

A R R E T E

ARTICLE 1 :

L'arrêté municipal n°59/22 du 11 avril 2022 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Il est donné délégation de signature à **Madame Amandine DURIAU**, Responsable événementiel, pour toute pièce comptable et financière relative à l'engagement des dépenses occasionnées dans le cadre de l'activité du service événementiel, à concurrence de 1 000 euros (mille euros) Hors Taxes.

La délégation de signature est donnée sous la surveillance et la responsabilité de Madame le Maire, elle prend effet à compter de la publication de l'acte et subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée.

ARTICLE 3 :

La signature par **Madame Amandine DURIAU** des pièces et actes repris à l'article 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du Maire ».

ARTICLE 4 :

Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Maire sont chargées, chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Cet arrêté peut être contesté dans les 2 mois à compter de sa notification, soit auprès de Madame le Maire pour un recours gracieux, soit auprès du Tribunal administratif de Dijon qui peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr pour un recours contentieux

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié conformément aux dispositions de l'article L.2122-29 et l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

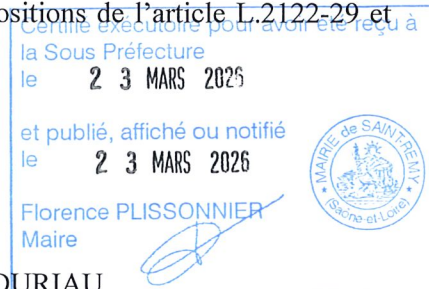
Ampliation sera adressée :

- A la Sous-Préfecture de Chalon-sur-Saône,
- A la Trésorerie Principale Municipale,

Fait à SAINT REMY, le 23 MARS 2026

Florence PLISSONNIER

Maire



Amandine DURIAU

Responsable événementiel

Amandine DURIAU

